

Foire aux questions relatives à l'arrêt temporaire « Codiv 19 »

Question d'ordre général

Question	Réponse
Quel est l'élément déclencheur de l'arrêt temporaire ?	L'arrêt est la conséquence de l'épidémie de COVID-19.
Quelle période est couverte par l'arrêt ?	Du 12 mars jusqu'au 31 mai. Un arrêté pourra prolonger la période au regard de l'évolution de l'état d'urgence sanitaire.

Bénéficiaires et conditions d'éligibilité

Question	Réponse
Qui peut bénéficier de l'aide ?	<p>Uniquement l'armateur dont le navire actif au fichier flotte communautaire vérifie la condition communautaire de pouvoir justifier d'une activité de 120 jours du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au jour de la demande d'aides.</p> <p>Cependant, lorsqu'un navire de pêche a été enregistré dans le fichier de la flotte de l'UE depuis moins de deux ans à la date de présentation de la demande d'aide, le calcul du nombre minimal de jours d'activité de pêche exigés pour ce navire se fera au prorata des 120 jours au cours des deux dernières années civiles</p> <p>La notion d'armateur qui est privilégiée par la DPMA pour l'octroi de l'aide est une interprétation de la notion de propriétaire prévue dans le règlement FEAMP. La Commission européenne autorise le versement de l'aide à l'armateur si celui-ci supporte les coûts fixes durant l'AT, si l'armateur continue à payer un loyer au propriétaire durant l'AT alors il peut être considéré comme le propriétaire (conformément à la lettre de la Commission en date du 27 février 2019).</p>
Quand armateur et propriétaire sont deux personnes distinctes, quelles preuves sont à apporter de la part de l'armateur ?	L'acte de francisation suffit pour attester de l'affrètement du navire par l'armateur auprès du propriétaire du navire. En cas d'absence, toute pièce officielle permettant d'attester du lien entre les deux, le propriétaire et l'armateur, pour le navire, sera admise.
Les marins peuvent-ils bénéficier de l'aide ?	Les marins ne rentrent pas dans le champ de l'arrêté. Ils relèveront du dispositif de l'activité partielle.
Quid d'un navire dont la forme sociétaire de l'armement change pendant la période de référence ?	Cela est possible à condition que le navire reste le même, justifie des 120 jours et que l'armement soit en capacité de prouver qu'il exploitait bien le navire sur la période malgré le changement juridique. Charge à l'armateur de

	fournir toutes les pièces permettant de justifier l'historique et le montage juridique.
Comment s'apprécie la condition des 120 jours d'activité ?	<p>Les 120 jours d'activité portent sur la période du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au jour de la demande d'aides, quelle que soit la zone d'activité, conformément à l'interprétation de la Commission européenne, confirmée par un message du 25 octobre 2019.</p> <p>Les 120 jours peuvent être effectués sur l'une des deux années ou les 2 années</p> <p>On peut pour plus de clarté récapituler les cas de figure pouvant se poser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Couple navire armateur inchangé sur 2018-2019 qui réunit les 120 jours → éligible ; • Couple navire armateur qui a changé sur 2018-2019 du fait d'un changement de navire : on regarde l'activité sur les 2 navires au cours de la période ; • Construction neuve mise en flotte dans les 2 ans précédents la demande, qui ne vient pas en remplacement d'un navire et qui ne réalise pas les 120 jours → peut être éligible si le calcul de la proratisation évoquée précédemment conduit aux 120 j ; • Pour un navire venu en renouvellement d'un navire anciennement éligible ou un navire nouvellement entré en flotte (dans les 2 ans précédents la demande) → peut être éligible si le calcul de la proratisation évoquée précédemment conduit aux 120 j. • Dans le cas de force majeure qui a empêché le navire de prendre la mer sur les 2 années concernées → la preuve doit être apportée que le navire aurait réalisé ces 120 jours hors événement extérieur, irrésistible et imprévisible ;
Que signifie la formule de calcul de l'arrêt temporaire ?	On prend le chiffre d'affaires annuel qu'on multiplie par le taux à appliquer pour défalquer les charges non supportées par les bénéficiaires pendant l'arrêt et par le ratio : [nombre de jours d'arrêt prévus / 365 jours].
Quel est le chiffre d'affaires de référence pris en compte dans le calcul de l'indemnité ?	Ce sera le dernier chiffre d'affaires annuel certifié découlant directement et exclusivement de la pêche qui sera attesté au plan comptable par navire.
Est-il possible en termes de pièces justificatives de n'apporter que le CA annuel certifié à défaut du bilan comptable général ?	Oui, le demandeur peut fournir le dernier chiffre d'affaires annuel du navire certifié disponible entre les années 2018 et 2019. Si le dernier chiffre d'affaires annuel certifié disponible ne correspond pas à une année normale d'exploitation (CA annuel connaissant

	une baisse de 20% en référence au chiffre d'affaires annuels moyen sur les cinq dernières années à compter de 2018), le choix peut se porter sur l'autre année à condition de produire les éléments justifiant le caractère anormal du dernier chiffre d'affaires annuel certifié disponible
--	--

Instruction/Processus

Questions des professionnels	Réponse DPMA
Quelle est la date de dépôt retenue ?	Il est possible de déposer un dossier de demande d'aide jusqu'au 15 juin 2020 à 17H00.
Où puis-je déposer mon dossier de demande ?	<p>Pour le dépôt de dossier de demande, la voie dématérialisée est privilégiée. Le demandeur déposera son dossier par voie électronique à la DIRM dont il relève :</p> <p>DIRM MEMN Hauts-de-France : covid19-hautsdefrance.dirm-memn@developpement-durable.gouv.fr Normandie : covid19-normandie.dirm-memn@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>DIRM NAMO 22 - Cotes d'Armor : at22.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr 29 - Finistère : at29.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr 35 - Ille et Vilaine : at35.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr 44 - Loire Atlantique : at44.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr 56 - Morbihan : at56.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr 85 - Vendée : at85.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>DIRM SA ae.drdae.saeem.dirm-sa@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>DIRM Méditerranée dirmmed-at2020@developpement-durable.gouv.fr</p>
Comment s'apprécie le respect de rendu des obligations déclaratives (OD) exactement ?	Cette condition s'apprécie sur les 12 mois précédents le dépôt de la demande.
Combien de jours un demandeur peut arrêter son navire ?	<p>Maximum : du 12 mars au 31 mai soit 81 jours, à l'exception des chalutiers de Méditerranée qui sont limités à 53 j du fait de la réglementation en vigueur</p> <p>Minimum : 15 jours entre le 12 mars et le 31/05/2020</p> <p>Les jours d'arrêt (=immobilisation à quai) peuvent être consécutifs ou non. Dans le cas où ils ne le sont pas, le demandeur doit au minima arrêter son navire 3 jours consécutifs par période d'arrêt (cette condition ne s'applique pas pour la période avant la date de publication de l'arrêté).</p> <p>Le demandeur doit initialement indiquer un plafond maximum de</p>

	jours dans son dossier de demande d'aide. La convention est établie sur la base du plafond maximum de jours d'arrêt indiqué par le demandeur.
Le nombre de paiements partiels est-il limité ?	L'arrêt temporaire ne donne lieu qu'à un seul paiement versé après dépôt par le demandeur d'une demande de liquidation et de son traitement par les services compétents
Des formulaires pré-remplis de la demande d'aide sont-ils à attendre concernant l'identité du bénéficiaire ?	Non, c'est au demandeur de les remplir toutefois la DPMA a précisé la manière de remplir les formulaires et allégé certaines annexes.
Un dossier de demande d'aide pour indiquer le bénéficiaire et autant de dossiers (annexes) qu'il y a de navires concernés pour les données bateau est-il possible ?	Non, l'armateur dépose autant de dossier de demande d'aide que de navire. Cela permettra de faciliter les calculs et le traitement des dossiers par navire.
Quels délais d'instruction d'une demande d'aide du dépôt de la demande d'aide à un paiement ?	Les pièces justificatives ont été ajustées au maximum de manière à permettre une instruction rigoureuse et simplifiée, et une date limite de dépôt des dossiers a été mise en place dans l'arrêté (15/06/20). Les délais d'instruction et de paiement seront affinés une fois le nombre de demandeurs connus.
Est-il possible de substituer l'extrait Bis par un numéro de SIRET ?	L'extrait Kbis représente la véritable « carte d'identité » à jour d'une entreprise immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS). Ce document, qui peut être défini comme l'état civil à jour des entreprises immatriculées au RCS. L'extrait Kbis atteste de l'existence juridique de l'entreprise et donne une information vérifiée qui fait foi. Il s'agit du seul document officiel prouvant l'identité et l'adresse de la personne (physique ou morale) immatriculée, son activité, ses organes de direction, administration, gestion ou contrôle, ainsi que l'existence ou non d'une procédure collective engagée à son encontre. Le numéro SIRET (Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises sur le Territoire) est un code qui permet d'identifier une entreprise mais ne garantit pas la MAJ des données que nous retrouvons dans le Kbis. La fourniture du Kbis est donc confirmée
Quid de la commission de sélection ?	Les commissions de sélection se feront de façon dématérialisées, avec un calendrier adapté à la situation (fréquence plus importante) et sur un délai de 10 jours.
L'AT peut-il commencer avant le dépôt du dossier ?	Oui, les navires sont éligibles à partir de la date inscrite dans l'arrêté, soit le 12 mars 2020. La Commission européenne a validé le principe de rétroactivité pour cet arrêté temporaire.
Qui est considéré comme mandataire sociale et comment le justifier ?	Le mandataire est identifié selon les statuts de l'entreprise. Le mandataire est, le cas échéant, désigné par une convention de mandat.

	D'autres actes officiels peuvent faire office de justificatif, tel que des transmissions de pouvoir par les directeurs d'armement.
--	--

Questions connexes

Question	Réponse
Peut-on cumuler AT et activité partielle ?	Non. Un justificatif (attestation demandée auprès de la DIRECCTE, déclaration d'activité partielle, ...) devra figurer au dossier de liquidation.
Est-il possible d'utiliser l'arrêt temporaire pour mener à bien des travaux sur le navire arrêté ?	Non, l'AT n'est pas une mesure permettant d'indemniser l'armement pour des périodes liées à des dépenses structurelles de l'armement mais uniquement la perte de CA.
Un arrêt biologique (comme celui mise en œuvre pour la sole du golfe de Gascogne) peut-il être inclus dans l'AT ?	L'arrêt biologique n'est pas cumulable avec l'AT dès le début de la période d'éligibilité. Dès lors plusieurs situations sont prévues pour les navires concernés : - Soit le navire a déjà réalisé intégralement l'arrêt biologique avant le 12 mars et alors pas de difficulté - Soit le navire l'a commencé avant le 12 mars mais ne l'a pas fini après. Les jours d'arrêt biologique qui ont lieu dans la période d'éligibilité aux arrêts temporaires doivent être pris mais ne peuvent pas être intégrés dans l'AT. Ils ne donnent donc pas lieu à indemnisation.

Questions contrôle

	Réponse
L'arrêt du navire peut-il se faire dans un port étranger ?	Non car même si le VMS doit être allumé, l'arrêt n'exclut pas le recoupement avec un contrôle de la présence physique du navire par une unité de contrôle qui ne peut se faire que dans un port français. Toutefois, si pour des raisons particulières, indépendantes de la volonté de l'armateur et en lien avec le covid-19, un navire est en arrêt dans un port étranger, une étude au cas par cas pourra être envisagée sur la base de justificatifs fournis par l'armement.
Comment vérifier le maintien à quai des navires ?	Pendant toute la période d'éligibilité aux AT, et à compter de la date de publication de l'arrêté, les navires non-équipés en VMS doivent transmettre de manière intangible, chaque lundi, un préavis d'activité qui est un "planning" de leur activité à la DDTM/DML de leur DDTM d'immatriculation pour la semaine en précisant les périodes d'arrêt et d'activité ainsi que le port où aura lieu l'arrêt.

	D'autre part, au moment de la demande d'aide, tous les documents relatifs aux obligations déclaratives seront fournis, afin d'attester, par défaut, les périodes d'inactivité.
Où dois-je envoyer le préavis d'activité hebdomadaire ?	<p>A l'adresse électronique suivante de la DDTM/DML auprès de laquelle le navire est immatriculé :</p> <p>59 ddtm-dmlni-dunkerque@nord.gouv.fr 62 ddtm-dml-ecam@pas-de-calais.gouv.fr 76 ddtm-od-peche@seine-maritime.gouv.fr 14 ddtm-at-peche@calvados.gouv.fr 50 ddtm-arret-temporaire@manche.gouv.fr 35 at35.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr 22 at22.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr 29 ddtm-dml-sscam@finistere.gouv.fr 56 at56.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr 44 at44.feamp.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr 85 ddtm-dml-sramp@vendee.gouv.fr 17 ddtm-pml-controles@charente-maritime.gouv.fr 33 ddtm-obligations-declaratives@gironde.gouv.fr 64 transport.ulam.ddtm-64@developpement-durable.gouv.fr 66 ddtm-obligations-declaratives@pyrenees-orientales.gouv.fr 34 ddtm-dml@herault.gouv.fr 13 ddtm-ppman@bouches-du-rhone.gouv.fr 83 cdpmemvar@gmail.com + ddtm-atcovid19@var.gouv.fr 06 ddtm-obligations-declaratives@alpes-maritimes.gouv.fr / julien.courtel@alpes-maritimes.gouv.fr / fabrice.faraill@alpes-maritimes.gouv.fr / pierre-luc.lecompte@alpes-maritimes.gouv.fr 2A ddtm-sml@corse-du-sud.gouv.fr 2B ddtm-dml-obligations-declarations@haute-corse.gouv.fr</p>
Des infractions peuvent-elles entraîner l'inéligibilité du demandeur ?	Conformément à l'article 42, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1380/2013 (PCP), les infractions commises par les opérateurs en ce qui concerne les règles de la PCP entraînent l'interdiction temporaire ou permanente de bénéficier de l'aide financière de l'Union.
Quelles sont les infractions qui rendent la demande inéligible ?	<p>Un navire ayant fait l'objet d'une attribution de points dans les 12 mois précédant la demande (la date de la sanction administrative faisant foi), n'est pas éligible, sauf exception, dont les modalités sont détaillées ci-dessous.</p> <p>Par dérogation à ce principe général, si le nombre de points cumulés par le navire est <u>inférieur</u> à 9, la demande d'aide FEAMP est admissible, à condition que ces points aient été attribués pour les infractions graves énumérées aux points 1, 2 et 5 de l'annexe XXX du règlement 404/2011, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • non-respect des obligations déclaratives, • pêche avec un engin interdit,

	<ul style="list-style-type: none">• capture, transbordement et débarquement d'espèces sous-taille. <p><i>NB : Attention, le respect des obligations déclaratives est une condition d'admissibilité aux aides FEAMP, indépendamment des exigences relatives aux infractions graves</i></p>
Comment se passe le remboursement de l'aide si le bénéficiaire commet une infraction grave dans les 5 ans après le paiement de l'aide ?	Si l'infraction grave ou l'attribution de points d'infraction donnant lieu à l'irrecevabilité a été commise après la fin de l'opération, mais au cours de la période de 5 ans, les aides doivent être recouverts pro rata temporis.